



Environnement

En Europe, plus vous vieillissez, plus vous polluez

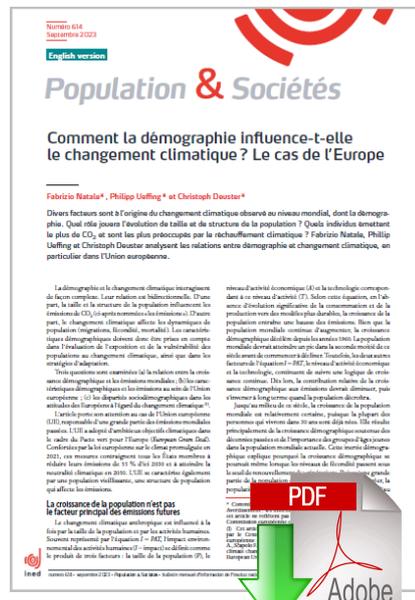
Le changement climatique est un phénomène mondial constaté depuis plusieurs décennies. Les études montrent les interactions entre la démographie et ce dérèglement. Malgré un ralentissement de la croissance démographique, il n'en résulte pas tout de suite une diminution de la population car la population mondiale continue d'augmenter en raison de l'excédent des naissances sur les décès, occasionnant une hausse des besoins humains dont la satisfaction n'est pas sans conséquences sur l'environnement. Or, l'activité humaine est la cause des émissions de gaz à effet de serre qui bouleversent notamment la biodiversité et les écosystèmes.

C'est pourquoi l'Union européenne s'est engagée à atteindre la neutralité climatique en 2050 dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Cet ambitieux objectif traduit une volonté de préserver les ressources naturelles et d'apporter des solutions à la dégradation de l'environnement. La loi européenne sur le climat du 29 juillet 2021 entend réduire les émissions de gaz à effet de serre en 2030 de 55 %, par rapport aux niveaux de 1990. Mais du fait du vieillissement de la population, le changement climatique contraindra les États membres à des efforts encore plus grands afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Dans *Population & Sociétés* n° 614 de septembre 2023, Fabrizio Natale, Philipp Ueffing et Christoph Deuster, du Centre commun de recherche à la Commission européenne, déclarent que la croissance de la population n'est pas le facteur principal des émissions futures (1). Pour ce faire, ils examinent le rapport entre la démographie et le changement climatique au sein de l'Union européenne. L'étude analyse les répercussions de la croissance démographique sur l'environnement en prenant en compte les caractéristiques sociodémographiques, à savoir le niveau d'instruction, l'âge, le lieu de résidence et la taille des ménages.

Les résultats révèlent que les émissions augmentent avec l'âge. Cette hausse s'explique par la plus petite taille des foyers chez les personnes âgées et la concentration de leurs dépenses dans des biens de consommation à forte intensité carbone. Au niveau des ménages, les émissions de carbone connaissent une hausse avec l'âge de la personne de référence, « *atteignent un pic entre 45 et 49 ans* », puis on observe une baisse progressive. Par contre, au niveau individuel (sans l'effet de la taille du ménage), les émissions s'intensifient aux âges plus avancés. L'augmentation de la proportion de personnes âgées dans la population européenne aura des conséquences sur la part des émissions produites par cette population, mais elle ne générera pas nécessairement une hausse du niveau des émissions.

Le lieu de résidence est également un facteur à associer à l'âge et aux revenus afin de comprendre les conséquences sur les émissions. La petite taille des logements et le développement des transports collectifs en milieu urbain participent à réduire les émissions des ménages. A contrario, les individus avec des revenus plus élevés sont responsables d'émissions plus importantes. Les contributeurs de cette étude considèrent que l'urbanisation peut rendre la société plus



(1) – Fabrizio Natale, Philipp Ueffing et Christoph Deuster, « Comment la démographie influence-t-elle le changement climatique ? Le cas de l'Europe », *Population & Sociétés* n° 614 de septembre 2023 (4 pages) ».

respectueuse de l'environnement dans la mesure où les citadins ont une empreinte carbone moins élevée que les habitants des zones rurales.

Des attitudes très liées au niveau d'instruction

Ainsi, tous les individus ne sont pas affectés de la même manière par le changement climatique. Les prises de position à l'égard de ce phénomène sont une nouvelle fois à mettre en relation avec les caractéristiques sociodémographiques. La perception de la gravité des problèmes environnementaux diffère en fonction de l'âge, du niveau d'instruction et du lieu de résidence. De fait, ces facteurs orientent les comportements de lutte contre le réchauffement climatique. Comme le soulignent Fabrizio Natale, Philipp Ueffing et Christoph Deuster, des études permettent de dresser un panorama de ces attitudes. En se référant à une vague d'enquêtes de l'Eurobaromètre, ils indiquent qu'en 2021, 18 % des Européens pensent que le changement climatique est le plus grave problème mondial et 77 % ressentent de l'inquiétude face à ce phénomène. Ils montrent notamment que 21 % des 15-29 ans le perçoivent comme le problème le plus grave ou un problème très grave, contre 16 % pour les plus de 60 ans. Concernant le niveau d'instruction, 25 % des individus ayant un diplôme supérieur partagent cette perception, tandis que les personnes possédant un niveau d'instruction secondaire ne représentent que 14 %. La part des diplômés du supérieur qui affirment agir à titre personnel est également trois fois plus élevée que les individus ayant un niveau d'instruction primaire. L'urgence climatique interpelle 19 % des citadins des grandes villes et 17 % des habitants résidant en zone rurale. La diffusion de ces résultats révèle qu'une proportion d'Européens considère la lutte contre le réchauffement climatique comme un enjeu prioritaire actuel, mais la cons-

science de l'urgence dépend plutôt de la période que de la génération.

Toutefois, les enquêtes d'opinion publique permettant d'étudier le rapport des individus à ce phénomène peuvent présenter une limite méthodologique dans la mesure où il existe une construction sociale de l'objet « environnement ». Les représentations sociales et la valorisation d'une vision du monde favorable à la protection de l'environnement conduisent les personnes à évoquer davantage d'attitudes et de comportements favorables à l'environnement, dans le but de se prémunir d'une désapprobation sociale et de donner une bonne image d'elles-mêmes. Adopter des comportements à l'égard du changement climatique peut être désirable socialement. En dépit de ce biais, l'auto-évaluation est la seule méthode possible.

Comme évoquées précédemment, les conséquences des transformations du climat sur l'environnement, la santé et le bien-être des individus, et l'urgence des modifications à apporter apparaissent comme une des sources de préoccupation, ce qui a une influence sur les attentes en matière de politiques publiques. À la différence des attitudes à l'égard du changement climatique, l'âge et lieu de résidence importent peu dans l'intérêt porté par les Européens sur les politiques publiques. Cependant, le niveau d'instruction oriente leurs comportements et leur rapport à ces politiques d'atténuation et d'adaptation. Le bulletin de l'Ined rappelle que « la possibilité qu'un ralentissement de la croissance démographique contribue à atténuer le changement climatique à moyen terme est limitée par rapport aux effets potentiels des changements de modes de production et de consommation ». En d'autres termes, l'efficacité des actions mises en œuvre pour lutter contre le réchauffement climatique questionne, malgré les alertes répétées des scientifiques.

À vos agendas

Le vendredi 10 novembre, à Laval La Bulgarie dans l'Union européenne

Le vendredi 10 novembre, à 19 h, à l'hôtel de ville de Laval, la Maison de l'Europe en Mayenne organise une conférence sur « La Bulgarie dans l'Union européenne » avec Elisaveta Petrova, juriste au sein de l'Agence nationale pour le revenu bulgare et à la direction chargée de réguler les jeux d'argent, spécialiste de la lutte anti-corruption et

de la coopération internationale et européenne. « *Son parcours résolument international est ponctué de multiples expériences tant en Bulgarie, en Europe qu'en France, notamment au service de la présidence française de l'Union européenne, sous la tutelle du Premier ministre français en 2022.* »

Entrée gratuite

La pensée hebdomadaire

Pour « Une Europe qui doit répondre aux défis de l'histoire dans un monde d'incertitudes. Une Europe où l'audace et l'union doivent être acteurs de progrès. Une Europe qui doit savoir accueillir, qui doit accepter de s'élargir, pour catalyser les énergies et continuer de construire un continent où les jeunes générations peuvent vivre libres et où les inégalités doivent être combattues dans un idéal de fraternité ».

Éditorial des Infos de la rentrée de la Maison de l'Europe en Mayenne (septembre 2023).